

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21, boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 13/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ACRODUR INDUSTRIE**

11 boulevard Eiffel  
BP 12  
21601 Longvic  
21600 Longvic

Références : 2026-157  
Code AIOT : 0005401091

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement ACRODUR INDUSTRIE implanté 11, Boulevard Eiffel BP 12 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite avait pour objectif de tester la connaissance et la maîtrise du Plan d'Opération Interne de la société ACRODUR INDUSTRIE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACRODUR INDUSTRIE
- 11, Boulevard Eiffel BP 12 21600 Longvic

- Code AIOT : 0005401091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ACRODUR INDUSTRIE réalise le traitement de surface des métaux et plus précisément le nickelage chimique et le nickelage sulfamate. La société intervient sur des pièces en base fer, cuivre et aluminium.

Le site dispose de laboratoires et d'ateliers équipés pour procéder au traitement des métaux.

#### Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Formation du personnel au POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
3	Contenu du POI - Fiches réflexe par scénario d'accident majeur	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	6 mois
4	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disponibilité du plan d'opération interne (POI)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un POI (Plan d'Opération Interne).

Cependant, l'exploitant a mentionné que seule la responsable laboratoire était informée/formée au contenu du POI.

L'inspection a constaté une méconnaissance du POI de la part de l'exploitant et du technicien rencontré.

Certaines informations sur le POI du 11 septembre 2024 sont incomplètes ou erronées (ex. : numéros d'appel de la DREAL, service de secours (SDIS), numéros des entreprises à proximité, stratégie de prélèvements et d'analyses pour les phases d'urgence ou de la phase d'accompagnement et de suivi immédiat, etc.).

Le POI mérite également d'être revu en ce qui concerne les rôles et responsabilités des différents acteurs du POI.

Lors de l'exercice, à aucun moment l'exploitant ne s'est référé au POI. Le POI n'a pas été formellement déclenché et le poste de commandement et d'exploitation n'a pas été armé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Disponibilité du plan d'opération interne (POI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Disponibilité du plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 7 octobre 2024 le plan d'opération interne (POI) du 11 septembre 2024 - version 01.  <b><u>OBSERVATION</u></b> L'exploitant n'a pas connaissance de l'existence de version papier du POI. Il n'existerait qu'un seul exemplaire informatique qui serait accessible sur un serveur extérieur. Or, la fiche CH04.01 du POI mentionne : « Document(s) à prévoir au niveau de la salle de réunion : - P.O.I au format réglementaire »
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Afin que le plan d'opération interne soit toujours disponible rapidement, l'inspection invite l'exploitant à mettre en place une ou plusieurs versions papier. Dans ce cas, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'il devra mettre en place un système robuste permettant de garantir que seule la version en vigueur du POI est disponible et diffusée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Formation du personnel au POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel au POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; [...]  <b>Constats :</b>  <b><u>NON-CONFORMITÉ</u></b> L'exploitant a mentionné à l'inspection qu'aucune formation liée aux risques des installations ou à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident lié au POI n'était dispensée. <b><u>NON-CONFORMITÉ</u></b> L'inspection a constaté que l'exploitant méconnaissait son POI. Il n'a par exemple pas été en capacité de citer les deux scénarios couverts par le POI.  <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant d'assurer l'information et la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures.  L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant d'assurer l'information et la formation des acteurs du POI sur les modifications apportées à chaque nouvelle version du POI.  <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective <b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Contenu du POI - Fiches réflexe par scénario d'accident majeur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant

s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;  
[...]

#### **Constats :**

Dans son POI du 11 septembre 2024, l'exploitant indique retenir deux scénarios susceptibles de générer des impacts internes comme externes sur le site :

- Emballlement de la réaction de dénickelage - K6 - Bain n°3 - Dispersion d'un nuage toxique de vapeurs nitreuses ;
- Ajout d'acide nitrique dans le bain d'argenteure ou argenteure tonneau - Dispersion d'un nuage toxique d'acide cyanhydrique ;

Les fiches présentes dans le POI pour ces deux scénarios indiquent :

- la description du phénomène ;
- la manière de le détecter ;
- les zones d'effets ;
- une cartographie des distances d'effets dangereux ;
- une conclusion ;

#### **NON-CONFORMITÉ**

Pour les scénarios retenus, le POI n'indique pas :

- la description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement ;
- la description des mesures à prendre pour en limiter les conséquences ;
- La description des équipements de sécurité disponibles pour prévenir et maîtriser le phénomène dangereux ;
- La description des ressources (matérielles et humaines) pour prévenir et maîtriser le phénomène dangereux ;

#### **NON-CONFORMITÉ**

L'exercice réalisé le 25/04/2026 a pu montrer qu'une perte d'utilité (notamment électrique) pouvait entraîner l'un des scénarios du POI susceptible de générer des impacts internes comme externes sur le site.

Or ce point n'est pas abordé dans le POI et non retenu dans l'étude de danger comme un scénario nécessitant une analyse détaillée des risques.

#### **OBSERVATION**

Les fiches d'aide à la décision présentes dans le POI du 11 septembre 2024, indiquent les rôles, missions et fonctions du DOI (Directeur des Opérations Internes), du cadre disponible et du coordinateur d'opérations, ainsi que les objectifs à atteindre. Cependant, ces fiches ne détaillent pas les actions attendues ou les moyens nécessaires permettant d'atteindre ces objectifs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant doit faire figurer dans son POI, a minima pour chaque scénario retenu, la description des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou événements redoutés et pour en limiter les conséquences, <b>cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles</b> ;</p> <p>L'exploitant devra, entre autres, intégrer dans les descriptions susvisées les conséquences d'une perte d'utilité sur la mise en œuvre de ces mesures et sur le risque de sur-accident.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais</b> : 6 mois

#### N° 4 : Exercice POI

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Exercice POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]  Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>NON-CONFORMITÉ</u></b></p> <p>L'exploitant a confirmé qu'aucun exercice POI n'avait été réalisé jusqu'à présent.</p> <p>Or, l'exploitant a informé l'inspection que la 15ème ATP ("Adaptation to Technical and scientific Progress" : adaptation au progrès technique du règlement CLP et applicable à partir du 1<sup>er</sup> mars 2022) modifiait le classement de l'acide nitrique. Cette modification entraîne le dépassement direct du seuil dit « SEVESO » seuil bas.</p> <p>Conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant aurait dû tester son plan d'opération interne avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.</p> <p>L'inspection des installations classées a procédé à un exercice inopiné le 25/04/2026 pendant les heures ouvrées, permettant de tester les dispositions du POI (version juillet 2024) de l'exploitant. Le déroulement de l'exercice et les constats associés sont décrits en partie confidentielle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre à jour son POI afin d'intégrer les remarques soulevées par l'inspection des installations classées (soulignées dans le constat en partie confidentielle), de remédier aux</p>

dysfonctionnements identifiés et de corriger les informations erronées ou manquantes.

L'exploitant doit diffuser le POI à l'ensemble des personnels et doit s'assurer a minima que l'ensemble des personnels et en particulier ceux ayant une fonction dans le POI :

- sont formés au POI ;
- savent où trouver la fiche réflexes associée à leur fonction ;
- connaissent et savent exécuter les actions attribuées à leur fonction.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois